

Enbat

AB : Université
d'été

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
24 août 2006
N° 1941
1,22 €

ETA

Prêt à répondre...

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Ah que c'est bien triste !

5 00.000 euro: c'est le montant du déficit laissé au comité des fêtes et à la municipalité par le passage de Johnny à St Martin de Seignanx. Un demi million! Même si la somme semble énorme pour une commune de 4.000 habitants, la municipalité saura faire face. Après tout, prendre l'argent dans la poche du contribuable pour le dilapider est le sport national français. Personne n'a jamais véritablement trouvé à redire à cette pratique héritée de la monarchie. Les Français aiment bien que leurs responsables, à tous les échelons de la collectivité, utilisent l'argent public pour servir leur pouvoir ou satisfaire leurs menus plaisirs.

Là n'est pas la question. Le véritable problème, c'est qu'une municipalité, de surcroît socialiste, engage de telles sommes et mobilise tant d'énergies pour faire venir Johnny un soir d'été. Ce braillard, assurément moins décérébré que certains voudraient bien nous le laisser entendre, est le produit —et l'acteur— emblématique de ce monde médiatico-financier, factice et corrompu, qui prospère avec la complicité des télévisions et des citoyens qui les regardent.

Quoi! C'est là le projet culturel qu'une municipalité a à offrir à ses citoyens? N'a-t-on rien d'autre que ce ringard à proposer aux jeunes de la commune comme cause à défendre? Ce has been au style et au train de vie tapageurs qui, depuis plus de quarante ans, se goberge aux frais de tous les gogos complaisants? Faut-il qu'un village ait perdu son âme pour en arriver à privilégier ce genre d'événement médiatico-commercial pour exister et faire parler de lui!

Deux générations de Landais ont suffi pour enter-

rer une langue et une culture gasconnes séculaires. Pour remplacer l'identité reniée, on a inventé une espèce de mode espagnolisant, faite de tauromachie, de ferias alcoolisées où l'uniformité des tenues donne l'illusion d'appartenance, et de sorties dominicales en convois vers les ventas «espagnoles». Avec la venue de Johnny, déclarée cause municipale de l'année à St Martin, un pas a été franchi dans l'indigence.

Le fiasco financier met en lumière l'amateurisme des responsables saintmartinois. Inviter 3.000 personnes, notables ou petits copains —aux frais des 15.000 payants— traduit assurément un singulier état d'esprit. Mais ne nous y trompons pas: le mal se propage. La tentation du spectaculaire et du mercantile, la course au prêt-à-consommer, au détriement de l'action culturelle de fond qui permet aux créateurs et artistes locaux d'émerger et de vivre, se généralisent.

Des collectivités plus grosses peuvent se permettre le risque d'affiches tape-à-l'œil. L'ardoise du flop d'Elton John aux arènes fut sans doute moins douloureuse pour les finances bayonnaises que ne le sera le demi-million pour St Martin. Mais l'aliénation est la même.

Dès lors, faut-il s'étonner qu'une jeunesse déboussolée, sans repère ni envie autre que la consommation immédiate, se jette dans l'alcool et la drogue, avec l'agressivité et l'irrespect pour corollaires, au son de musiques (?) assourdissantes, les nuits de fête, à Bayonne ou ailleurs?

Johnny et ses semblables sont-ils vraiment le modèle à proposer à des jeunes souvent en mal d'identité et de références?

Zubi-lana

HITZ gutiz erraiten ditugunak izan ditazke mamitsu, eta askotan hala dira. «Zubi-lana» adibidez esplikatzeko zer den, hitz gutiz erraita neke da. Zubi baten eraikitzea, ditaken lan baliosena: ur bazter batetik bertzera joaitea, zer da urrats ximpleagorik? Bizkitartean, zubirik ez denean, eta ura sakonegi balinbada, igerika baizik ez duzu trebesatzen ahal, askotan arrisku handiak hartuz. Ez da beraz harritzeko, gerla denboran horrenbeste zubi jauzarazten bada: uraren bi bazterretan bizi direnak eta urrunagotik jinak, elgar ez ezagutzeko molderik hoberena, gune hortan zubirik ez eraikitzea, edo jadanik zubi bat balinbade, zubi haren jauzaraztea. Zer erran, Berlin aleman hiri nausian, bigarren gerla handitik landa eraiki zuten «mur de la honte» delako pareta ahalkegarriaz, berrogoi urte zutik egon denaz? Eta orai Paleztinako lurretan eraiki berri dutenaz, jakinik nolako ondorio deitoragarriak ekar ditzaken gisa hortako eraikuntzak, bereziki uraren traba edo aitzakirik ez den tokian!

«Zubi-lan» erran-moldeak badu, bixtan da, bertze erran nahirik, sinboliko erran nahia adibidez. Gizonen artean «zubiak» badaude, beharrik! Bainan sekula ez aski. Elgarri buruz joaiteko zubiak, adixkideen artean eskas

ditugularik, pentsa etsaien artean zonbat falta ditugun! Hain xuxen, konponketa garai honetan, badira «zubi-lan» horretan ari diren gizon eta emazte langile sutsuak, izan ditzen hego ala iparraldekoak, edozoin mailetakoa eta adinetakoak, apez eta laikoak, euskal-herritarren gerroz bihotzez arduratzen direnak.

Joan den uztailaren 18an, astearte aratseko 7-ak et'erdietan, Donostia parte zaharreko Santa Maria elizan emana izan da «Balentxi» deitzen ginuen 71 urteko apez baten ehortzeta-meza. Bihotzeko batek jo-ta zendu da. Iparraldetik baginen zazpi apez Donostiako hiletan. Santa Maria eliza mukurru betea zen. Elizkizun hunkigarria. Denek maite ginuen Balentxi. Nehork bere zubi-lana egin badu, harexek egin du. Drogatuez, Sida-k joez, lan gabetuez, presoez eta mota guzietako baztertuez arduratzen zen. Bizia maite zuen. «Euskaldun berria» zen. Euskaraz mintzatzeko zazpi ahalak egiten zituen. Fededunen otoitza aurretik, gutarik batek pertsu hau eman dio:

«Agur Balentxi, apaiz laguna, Orain hil-errauts zaudena, Zure gisako Euskaldun berri, Zu hanbat sutsu izana, Presoen alde borrokaturik, Goiko zerura igana, Iparraldetik onhar ezazu Goraintzirik beroena!»

... pas tant que ça, des déboires des responsables landais de Saint Martin de Seignanx avec le concert de Johnny. Ah, que Johnny il peut leur conseiller une marque de lunettes dont il fait la promotion, pour mieux regarder les comptes et apprendre à lire entre les lignes d'un contrat, qui ressemblait fort à une promesse de gascon!

... de la cynique franchise du jeune Karim de la banlieue parisienne de Sud-Ouest: «Avec les copains des "urbandocks" on descend aux fêtes de Bayonne. C'est "no-limit", tout y est permis. La journée on va à la plage et à 2 heures du matin on part tagger la ville». Voilà le bon candidat pour concevoir les futures affiches des fêtes de Bayonne... mais sans les affiches!

... du mini-watergate qui a frappé le couple Royal-Hollande, dont l'appartement de Boulogne-Billancourt a été «visité» de fond en comble, sans qu'il y ait eu vol. Les victimes n'ont pas porté plainte, mais ont été choquées par la divulgation de l'info dans le Figaro. Sarkozy, fortement soupçonné de ce coup tordu politique, a vigoureusement démenti être impliqué. Hollande, serein, a continué à fumer son havane, malgré ce coup bas!

... que des scientifiques australiens et néo-zélandais annoncent le lancement d'une étude de plusieurs millions de dollars visant à réduire les flatulences des vaches. Le bétail produit en effet une grande quantité de méthane, considéré comme une des causes du réchauffement climatique, allant jusqu'à 50% des émissions de gaz à effet de serre dans leurs pays. D'ici qu'il soit dangereux de fumer en gardant les vaches!

... que l'énorme marché de 72 avions de combat pour l'Arabie Saoudite ait échappé à Dassault, qui a vu l'Eurofighter européen préféré à son Rafale. La phrase historique de Marcel Dassault — refusant de coopérer à l'avion de combat européen — «Un chameau est un cheval fabriqué en coopération», lui retombe sur le nez. La richissime tribu des Saoud préfère les chameaux!

... pas tant que ça du dernier cocorico de la France qui s'était engagée dans une co-signature avec les Etats-Unis pour la résolution 1701 du Conseil de sécurité à assurer l'essentiel de la force d'interposition FINUL au Liban, environ 2.000 soldats. Et ne débarquent à ce jour que 200 casques bleus. Allez les bleus!

TOUT le monde se souvient probablement du fameux «*Nous sommes tous Américains*» de J.-M. Colombani dans *Le Monde* du 13 septembre 2001, qui avait déclenché une course à l'américanophilie dans les médias hexagonaux. Moins lyrique mais largement aussi convaincu, le Conseil européen, réuni en séance extraordinaire le 21 septembre 2001, avait «*identifié la lutte contre le terrorisme comme l'un des axes prioritaires de l'Union européenne*». Les cinq années écoulées depuis



nous le montrent: cette résolution prise dans l'urgence a servi de serment d'allégeance à la désastreuse politique internationale de l'administration Bush. Et pour se faire une idée rapide de la fougue avec laquelle l'UE s'est lancée aux côtés de son mentor américain, il n'est qu'à constater l'affolante inflation de la «*liste des organisations terroristes*» de l'Union européenne: des 13 organisations que comprenait la première liste publiée le 27 décembre 2001, on est passé à 48 en mai 2006! Cette «*liste noire*» est pourtant l'un des pires outils jamais inventés en politique internationale...

La révision de la liste noire confirme le malaise

La première version de la liste était déjà surprenante puisqu'elle ne comprenait aucune organisation liée à Al Qaida, qui avait pourtant servi de prétexte à la nouvelle politique antiterroriste de l'UE. Parmi les 13 organisations de la liste, on en comptait 11 européennes (6 irlandaises, ETA, et quatre organisations d'extrême gauche), et deux palestiniennes (le Jihad islamique et la branche armée du Hamas). C'est probablement au Pays Basque que la dérive politique européenne amorcée avec la publication de cette liste s'est fait le plus sentir puisque ce n'est pas uniquement l'organisation armée ETA qui était visée, mais aussi les organisations non armées «*KAS, Xaki, Ekin, Jarrai-Haika-Segi, Gestoras pro amnistia*».

Quelques mois plus tard, en mai 2002, une première révision de la liste noire de l'UE a confirmé le malaise qu'avait suscité la première version. Oubliant encore une fois les organisations liées à Al Qaida, les Quinze s'en prenaient entre autres au PKK kurde. Cédant

David Lannes

aux pressions des Américains qui voulaient récompenser la Turquie pour son comportement lors de la première guerre du Golfe et en Afghanistan, les Européens avaient accepté d'offrir aux Turcs l'illégalisation du PKK, au risque de relancer les hostilités au Kurdistan. Le chef du PKK, Abdullah Ocalan avait pourtant été arrêté en 1999 et avait demandé aux Kurdes de cesser la lutte armée et de revendiquer politiquement des droits culturels. Le PKK (rebaptisé Kadek) venait même de renoncer officiellement à la lutte armée. Il y avait donc de toute évidence mieux à faire que de claquer la porte de la diplomatie au nez des Kurdes! Dans ces conditions, comment s'étonner de la réaction d'Osman Ocalan (frère d'Abdullah) lorsqu'il évoqua une «*déclaration de guerre*» qui entraînerait «*la plus forte des résistances*», concluant que «*les pays de l'Union européenne [seraient] responsables de cette guerre*»?

Pas le Hezbollah

Loin de tirer un enseignement d'un tel gâchis, le Conseil européen réaffirma servilement son allégeance à Washington en obéissant à son injonction d'inclure la branche politique du Hamas dans la réactualisation de la liste noire publiée le 12 septembre 2003 (la branche armée du Hamas figurait déjà sur la première liste). Au mieux, cette décision s'est avérée complètement inefficace puisque la situation en Palestine a empiré et que le Hamas a largement remporté les élections législatives de janvier 2006. Mais le pire est bien sûr qu'en prenant la brillante décision d'ajouter le Hamas à sa liste noire, l'Union européenne s'est court-circuitée politiquement en Palestine. Le Haut représentant de la politique étrangère de l'UE, M. Javier Solana, confessait lui-même au *Monde* qu'il «*serait difficile d'avoir des contacts de haut niveau, impossible même d'avoir des contacts politiques*».

Mais cette nouvelle erreur n'échauda pas l'UE qui commença à évoquer de plus en plus sérieusement l'inclusion du Hezbollah dans la liste des organisations terroristes. En particulier, le 10 mars 2005, un vote du Parlement européen (et donc non contraignant pour les Etats membres) qualifiait le Hezbollah de terroriste et enjoignait le Conseil d'agir en conséquence. Bien conscient des enjeux pour son mouvement, Nasrallah avait déclaré que si le monde adoptait «*la position selon laquelle la résistance du Liban est une organisation terroriste, cela [signifierait] une guerre mondiale contre la résistance qu'ils [qualifieraient] de guerre contre le terrorisme internatio-*

nal». Vu l'insistance d'Israël pour que l'UE entérine cette position, on peut raisonnablement penser qu'en prenant les devants le Hezbollah a privé l'Etat hébreu de la légitimité que lui aurait conférée le label «*lutte contre le terrorisme*». Un label qui vaut blanchiment de la communauté internationale puisque les Etats qui peuvent s'en prévaloir ne risquent au pire que de molles réprimandes. Pour le Conseil européen, les «*actes terroristes*» sont pourtant «*définis comme des actes intentionnels qui peuvent nuire gravement à un pays ou à une organisation internationale en intimidant sa population, en imposant toutes sortes de contraintes, en déstabilisant ou en détruisant ses structures fondamentales, constitutionnelles, sociales et économiques*». Sauf erreur, l'Etat d'Israël a commis suffisamment d'exactions en Palestine et au Liban pour figurer en bonne place sur la liste noire de l'UE, mais il n'en a jamais été question...

Si l'élaboration de cette liste était impartiale, elle pourrait peut-être s'avérer utile, mais l'américanotropisme flagrant qui la préside en fait un puissant instrument de déstabilisation. A ce titre, l'exemple du Sri Lanka est désespérant. En plein cessez-le-feu entre Colombo et les Tigres tamouls du LTTE, les Etats-Unis ont décidé de lever leurs restrictions sur les ventes d'armes au Sri Lanka, et Condoleezza Rice a annoncé que Washington serait aux côtés du Sri Lanka «*pour vaincre le terrorisme*». L'UE aurait pu protester contre la position américaine et tenter de préserver l'accord de cessez-le-feu signé en 2002 sous l'égide de la Norvège. Elle aurait pu pour cela souligner l'extrémisme du nouveau président Rajapakse qui avait déchiré les accords sur la répartition de l'aide aux victimes du tsunami de décembre 2004 et avait fait campagne contre le processus de paix. Mais au lieu de cela, elle a donné son feu vert à l'expression des humeurs belliqueuses de Rajapakse en incluant le LTTE à la nouvelle version de sa liste noire publiée le 29 mai 2006. Bilan prévisible: les hostilités reprenaient quelques jours plus tard, et le Sri Lanka vit aujourd'hui au rythme des massacres et des déplacements de populations. L'UE quant à elle s'est déclarée «*inquiète de la crise humanitaire*»... Peut-on espérer que ce panorama déprimant (et pourtant incomplet!) des brillantes victoires de la diplomatie européenne en reste là? Rien ne permet malheureusement de le croire... Si le «*Nous sommes tous Américains*» de 2001 avait valeur d'injonction, quel est l'acte de bravoure dont nous pouvons nous prévaloir, en tant qu'euro-péens, pour éviter de faire en 2006 cet amer et désespérant constat: «*nous sommes tous Américains*»?

Université d'été 2006 d'AB

*Université d'été d'AB
Maison Etxehandia, à
Louhossoa (prendre
direction Macaye et
suivre panneau).
Du jeudi 24 août au
samedi 26 août.
Pendant 3 jours
débats, ateliers,
conférences et
moments de
convivialité.
Ouvert aux membres
d'AB, ainsi qu'à tous
les sympathisant(e)s,
ceux et celles qu'AB
intéresse, qui veulent
mieux connaître ce
parti abertzale, qui
souhaitent échanger
leur point de vue.
Petit déjeuner, repas,
hébergement, tout est
organisé.
Inscription par
avance pour le repas
des vendredi et
samedi.*



UNIVERSITÉ d'été 24-25-26 août / *Udako Unibertsitatea* agorri-lahun 24-25-26. Luhuso-Louhossoa, Rte de Macaye / «Etxehandia», Makeako bidean.

Pendant 3 jours débats, conférences, ateliers, moments de convivialité / 3 egunez eztabaida, mintzaldi, atelier, momentu goxoak!

**Programme 24 25 26 août 2006 /
Egitaraua 2006 agorri-laren 24 25 26**

**Jeudi 24 août /
Osteguna agor. 24**

● **18:00: Assises Municipales /
Jardunaldiak
Atelier / Ateliera**

Ouvert aux adhérent(e)s d'AB

Lors de sa dernière AG, AB avait décidé l'organisation d'Assises municipales en vue des élections de 2008. Au cours de l'atelier les résultats du questionnaire réalisé auprès des élu(e)s et militant(e)s locaux seront présentés et les problématiques qui seront débattues lors des assises affiniées.

Bakarrik ABko kideentzat

Herriko hauteskundeei begira jardunaldiak antolatzeoko deliberoa hartu zuen ABk. Lehen urratsa, herriz herri hautetsi nahiz militanterekin solastatzea izan zen. Lan horren emaitzak aurkeztuak izanen dira eta jardunaldien problematika nagusiak prestatuko.

**Vendredi 25 août /
Ostiralea agor. 25**

● **9:30 Immigration, où en sommes-nous? / Imigrazioa, zertan gira?**

Christophe Piedra — CIMADE.

Laurence Hardouin — Avocate / Abokatua.

Collectifs, syndicats, associations, avocat(e)s s'engagent pour venir en aide aux immigré(e)s victimes d'expulsion et de reconduite à la frontière. Retour sur la loi CESEDA à propos de «l'immigration choisie» et point sur les différentes formes de mobilisation citoyenne.

Kolektiboak, sindikatuak, elkarteak, abokatuak denak engaiatzen dira imigranteri laguntza ekartzeko, memento honetan jasaiten duten tratu txarrei begira. CESEDA legea zertan den ikus dezagun, eta iragaiten ari diren mobilizazioen

● **15:00 Le sport et l'argent public / Kirola eta diru publikoa.**

Intervenante: Sophie Herrera diplômée de l'IEP Bordeaux; spécialiste Sport et Management public.

Témoin / Lekukoak: Peio Claverie, Président du Club amateur rugby BO / **Amaiur Alfaro** skipper / **Gilen Çaldunbide**, Président d'un club de pe-

lote/Anglet.

Entre spectacle, éthique et performance, quelle place pour la solidarité sportive? Quelles retombées pour la pratique sportive à l'adresse de toutes et tous? Vers un sport à 2 vitesses...? Rugby, pelote, foot, voile... se professionnalisent. Des sommes importantes y sont investies. Quelle répartition des rôles entre collectivités publiques et entreprises privées? Quels choix pour les élu(e)s? *Ikusgarri, etika eta balentriaren artean, ze leku kirol elkartasunarentzat? Ondorioak zein nolakoak dira? Errugbia, pilota, futbola, itsas bela... profesionalizatzen ari dira. Izugarriko dirutza jokoan*

Kasik 6 hilabete ETAk su etena pausatu duela, memento berean ikusten delarik alde guzietatik eztabaida politikoaren bidezko prozesu bat bultzatzen dela zertan gira? Sartze politiko aberatsa izanen delarik, orain arte zertan giren beharrezkoa da, horrela ABk bere jarra hobekiago landuko du.

● **15:00 Formation professionnelle en Pays Basque Nord et Sud / Formazio profesionala Ipar eta Hegoaldetan. Intervenants / Mintzalariek**

Dominique Marty, responsable du pôle Formation à la Mission Locale / Mission Locale-eko formazioaz arduraduna.



Université d'été d'AB en 2005

da. Instituzio publiko eta enpresa pribatuaren artean nola banatua da diru hori? Hautetsien hautua?

● **19:00 Conférence / Mintzaldia.**

Intervenant: J. Pierre Massias de l'Université d'Oxford, spécialiste des processus d'autodétermination des pays d'Europe centrale. J. Pierre Massias éclaircira les processus qui ont mené des territoires à identités nationales très imbriquées à résoudre leur problématique politique par le biais d'un référendum sur l'autodétermination.

Hizlaria: J. Pierre Massias Oxford-eko unibertsitatekoa, Europa zentrotako herrietako autodeterminazio prozesuetaz aditua. J. Pierre Massias-ek esplikatuko digu nola nazio nortasun anitzeko lurralde batzuek lotu duten bertako problematika politikoa.

**Samedi 26 août /
Larunbata agorri-laren 26**

● **10:00: Rentrée politique 2006: où en est la question basque? / 2006ko sartze politikoa: zertan da euskal arazoa?**

Presque 6 mois après la trêve d'ETA, alors que la volonté de trouver une issue au conflit basque par le dialogue est affichée de toutes parts, où en est-on? Alors que la rentrée politique s'annonce riche, un état des lieux est nécessaire, qui permettra à AB d'affiner ses positions.

Jose Angel Urbieto, enseignant, membre de ELA/Arakaslea / ELAko sindikalista.

Après la scolarité, tout le monde (jeunes ou moins jeunes) a droit durant sa vie professionnelle à se former, se réorienter, passer des diplômes. Qu'en est-il de la formation continue en Iparalde? Dans la Communauté Autonome d'Euskadi et Navarre? Y a-t-il des liens structurels entre les deux systèmes? Qui décide des priorités, de la cohérence avec le monde du travail de ces territoires?

Eskolatik landa, denek eskubidea dugu lanean girelarik, formazio baten segitzeko, diploma batzuen pasatzeko... Iparaldean zertan da formazio jarraikia? Nafarroan eta autonomia Erkidegoan? Bi sistemen artean bada loturarik? Nork ditu erabakiak hartzen eremu administratibo ezberdin horietan?

Les interventions seront traduites simultanément / Bat bateko itzulpena izanen da.

Renseignements / Xehetasunentzat
A.B. Cordeliers karrika, 25 Baiona 64100.

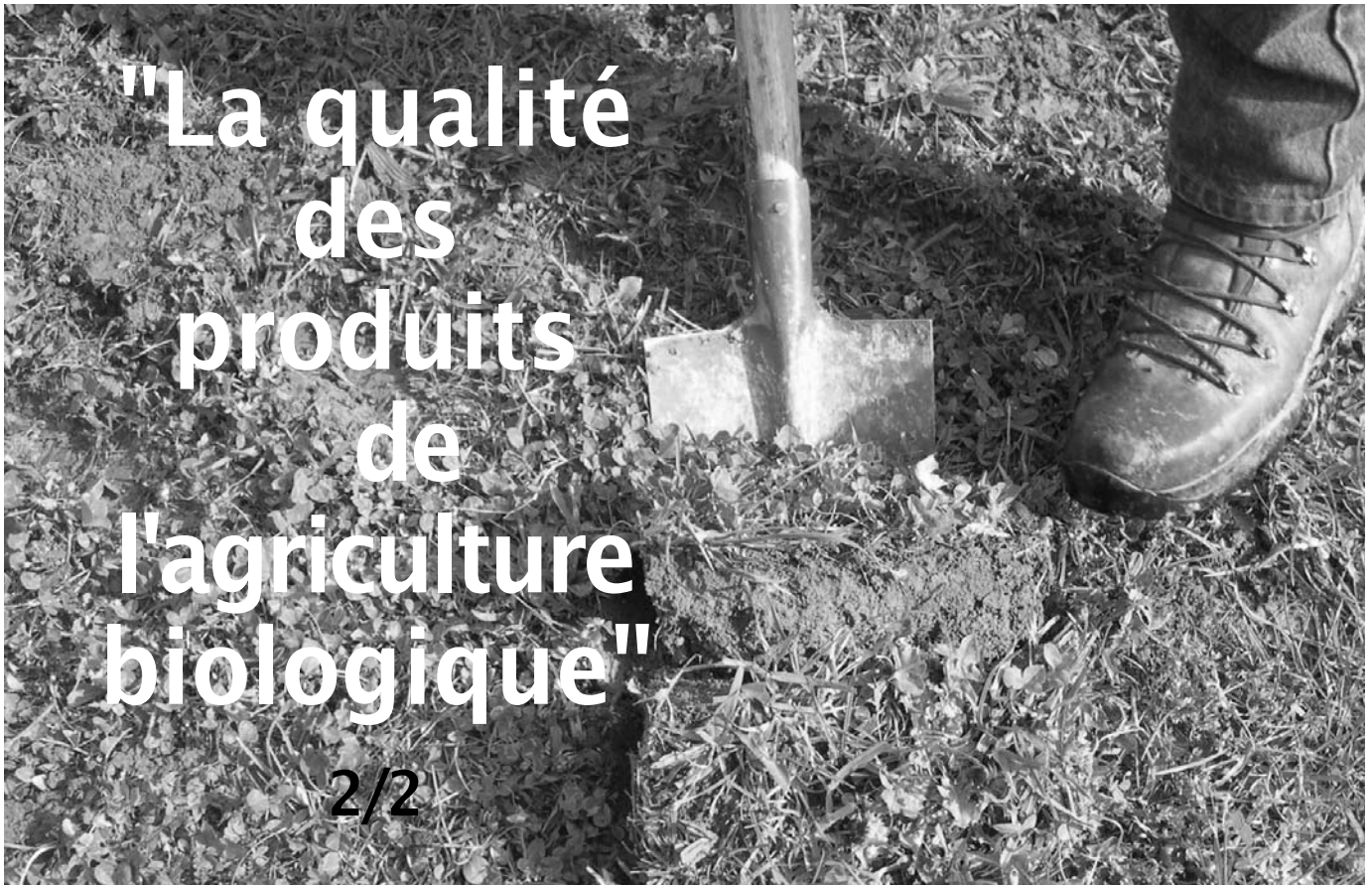
Mail: abertzaleen.batasuna@wanadoo.fr
Tel/Fax : 05-59-25-61-01

Tarif / Prezioa

Pour 3 jours ou à la journée prix libre / 3 egun, hala egunka: barondatea.

Repas / Apairua

S'inscrire pour les repas 10 €/ 10 € Ize-na eman apairuentzat.



"La qualité des produits de l'agriculture biologique"

2/2

Dans le *Alda!* de la semaine dernière l'association BLE nous apprenait que la notion de qualité (ou d'aptitude à satisfaire les besoins d'un utilisateur) dans la filière agricole variait selon les 3 acteurs principaux : les producteurs, les transformateurs et distributeurs, et enfin, les consommateurs.

Voici la suite de ces réflexions sur la qualité des produits dans l'agriculture biologique.

Une bonne manière de découvrir une agriculture durable, respectueuse de la santé humaine ainsi que de l'environnement.

(Suite du Alda! du 17 août)

Globalement et bien que des lacunes scientifiques existent dans plusieurs domaines de l'agriculture biologique (faute de moyens notamment), un certain nombre d'articles parus récemment montrent un intérêt grandissant de la société et de la communauté scientifique envers l'a-

griculture durable, dont l'agrobiologie est un des fers de lance.

Certes pour l'instant l'agriculture biologique repose sur une obligation de moyens (respect d'un cahier des charges détaillant un processus de production), et non de résultats. Mais c'est un système de production qui se donne les moyens d'obtenir "de bons résultats" en terme de qualité. On peut penser que dans l'avenir, une redéfinition de l'agriculture biologique sera nécessaire, avec intégration dans le cahier des charges des aspects environnementaux et éthiques ; une réflexion sur le passage de l'obligation de moyens à une obligation de résultats serait également une garantie de plus pour une agriculture alternative.

Pourtant...

◆ la révision actuelle au niveau européen du cahier des charges bio qui met en danger non seulement l'obligation de résultats souhaité par les bio, mais aussi l'obligation de moyens

(socle historique du fondement et de la reconnaissance de la bio),

◆ la prolifération des OGM qui va tout simplement tuer l'agriculture biologique,

◆ la baisse drastique des aides publiques à l'accompagnement de l'agriculture biologique en France notamment,

...vont à l'encontre des souhaits des consommateurs, de plus en plus nombreux à consommer des produits bio (1 français sur 2 consomme des produits biologiques et plus d'1 sur 2 se sent proche des valeurs de la bio ; Source baromètre Agence Bio 2005.)

"Kontsumitzaile gero eta gehiago bio ekoizpenen bila ari dira."

Plus que jamais les alliances producteurs-consommateurs-partenaires-autres, seront nécessaires pour faire valoir et pour faire reconnaître et respecter l'agriculture biologique et durable. La nouvelle période de négociations financières qui s'ouvre (Contrat de Plan Etat Région, Financements



Européens, Convention de Territoire en Pays Basque...) ne peut faire l'impasse d'une réflexion sur l'agriculture biologique comme réelle alternative à de nombreux problèmes actuels.

"Laborantza biologikoa, gaur egungo arazo askoren konponbidea da."

ZER EGIN EUSKAL HERRIAN

Ipar Euskal Herrian ere laborantza biologikoa garatzen ari da.

1993an BLE elkarte sortzean, laborari bat zagon ofizialki laborantza biologikoan. Gaur egun kasik 50 dira, ekoizpen desberdinetan.

Duela 13 urte sortu BLE elkarteak (Biharko Lurraren Elkartea), bere bidea sekulan bezain bat segitzen du, laborantza biologiko eta iraunkorra garatzeko eta defenditzeko herri huntan. Sare desberdinen laguntzarekin (Arrapitz, Bio Aquitaine, Ekonekazaritza,...) laborantza biologikoa sustraitzen da emeki emeki.

Urte guziz bezala, helduden irailaren 8,9, eta 10an ASUNAK egunaldiak iraganen dira Hazparren, beti bezala Eihartzeko elkarte batzuen laguntzarekin. (Kultura eta bio aniztasuna, ber borroka!!!) Parada ona gai hauek guziak plazaratzeko, partekatze-ko eta elkar trukatzeko.

Ongi etorri!

QUELQUES CHIFFRES :

(enquête Agence Bio 2005 CSA)

◆ l'évocation des produits bio inspire spontanément des commentaires positifs à 86%.

◆ pour près de 9 français sur 10, les produits bio contribuent à préserver l'environnement.

◆ l'AB signe officiel de reconnaissance des produits issus de l'agriculture biologique est connu pour 92% des consommateurs / acheteurs.

◆ les consommateurs / acheteurs bio attachent de l'importance à la provenance des produits bio. Plus de 8 sur 10 privilégient, dans leur consommation, les produits issus d'une production locale, de proximité.

Xifre hauek oso interesanteak dira, eta beste aldi batez agian ongi litzateke ere jakitea zer irudi duen laborantza biologikoa Euskal Herrian...

"Diversité culturelle et Bio-diversité... même combat ! Bienvenue aux journées ASUNAK du 8 au 10 septembre à Hasparren."



Klixka

"Eta Bizkitartean Guantanamon?"

2006ko Uztailaren 09a, igande arratsko 9ak laurden guti nunbaitan. Baionako karririk uste baino kalmeagoak dira bainan telebisten soinuak usaian baino azkarxago finkatu direla ozen da zabalik diren bizileku leihoetarik. Errobik eta Athurrik beren bidea segitzen dute, betikoari jarraikiz, ixil ixilak.

Athurri hegian kokatzen den zinegela ilhun batera sartzen gira kanpoan egoiteko egina litzateken uztaileko arrats eder horretan. Egitarauan, *Road to Guantanamo* filma eta guk ere harekin harateko bidea hartzen.

- Historia: lau gazte, jatorriz Pakistandarrak bainan inglaterra bizi, lagun baten ezkontzarat gomit dira jatorri herrirat, eta sekulan ahantziko ez duten ustegabe eta tiruriti batean sartuak dira. Ezkontza aitzaki, bidaia baliatu nahi dute gazteek herriaren bisitatzeko eta auzoan den Afganistan herriaren ezagutzeko. Zer ez duten egiten! Zehaztu behar da 2001ko Buruilairen 11aren biharamunetan direla han gertatzen. Hain zuzen Estatu Batuek gerla abiatzen dutelarik Afganistanen.

Filmaren izenburua entzunik konprenitua duzue nun bururatuko duten. Hilabeteak eta hilabeteak Bush administrazioak arra apailatu Kubako preso kanpamenduan. Arrestatetik, presuner gisa bizi dutena arte, *Marins*-ek duten tratamoldea zaigu zehazki erakutsia. Erran behar da gazte hauek hilabeteak iragan dituztela Guantanamon leporatzen zitzaizkienentzat oro guziz hobengabeak zirela frogatu arte. Guantanamon, zakurrak bezala estekaturik, asteetan egun osoak iguzkitan erretzen, 2 metra karratuko burdin hesiz egin xori kaiola batean, mintzatzea debekaturik, aipatu gabe pairatu tortura saioak, partikulazki psikologikoak. Bizi guziko sakea zabaldu baitie gazte hauei egonaldi "berezi" horrek beren baitan. -

2 oren berantago zinegelatik ateratzen gira. Athurri eta Errobi, arestian bezala bata bestearenganako juntarat lerratzen dira gozo gozoa. Gaua hurbiltzen ari zaigu, kanpoan emana den telebitsa batean futbol partidako komentatzaileek zizouren burukaldia dute solasa, agortu ezinez. Adixkideak erraten daut, "Bazterrak kalme dituk, galdu dikeie!". Xuxen zen. Badakizue zer brolla atxiki daukuten afera hunekin ondoko egunetan. Eta Materazziren bular minberek bildu *Castellaneko* mukuzu izanaren oldarra aipatzen z(d)uten aldi orotan, biziaren erlatibitateetan sarturik, ohar bera heldu zait gogorat: "Eta bizkitartean Guantanamon?"

Hergarai



Tribune Libre
Iritzia

Bizikletak urririk!



Etienne Darrigrand

Duela 3 urte Gasteizek "Aparkatu ta eragin pedalej" programa martxan ezarri zuen, ekainetik azarora jendeak bizikletak eskuratzen ahal ditu bere autoaren parking tiketa erakusten badu. Sistemak arrakasta handia lortu du eta aurten 600 bizikleta dituzte. Sasoi turistikoenean bakarrik baina hala ere erabiltzaileen %76a gasteiztarra da.

Bilboko udalak ideia berdintsua segitu du uda honetan, urririk 100 bizikletarekin. Kopurua txikia da, denboran oso mugatua da, baina espero dezagun herritarren eskaera handia izanen dela.

URRIK URTE OSOAN

Hori Euskal herriko bi hiriburutan, atzerian begiraturaz Rennes (Bretainia) hiria-

ren adibidea dugu, jadanik 7 urte bizikletak prestatzen eta azpimarragarria da urte osorako balio duela sistemak.

Hiri handiak aurrerapausoak ematen ari dira bizi baldintzak hobetzeko ta espero dezagun oraindik hobetuko dela. Hala ere hiri horien arazo nagusia ez da bizikleta falta baizik eta bide eta aparkaleku falta. Gure hiriak guztiz autoentzako pentsatuak dira.

Ez ditut hemen bizikletaren onura ekologikoak eta autoaren alde txarrak zehaztuko, nire interesa beste bat da.

Testu hau *Aldari* e-mailez bidaltzeko KZgunea erabili dut.

EAE-ko herri ia guztietan KZgune bat bada, horietan interneteri urririk konektatzen ahal dira bertako biztanleak. Gernikan adibidez, 15 500 biztanlerentzat 20 ordenagailu badira.

*"Nos villes
sont pensées
en fonction
et pour
les voitures."*

Jaurlaritzaren helburu super-modernoetaz aparte, bizikleta edo ordenagailu sistema horiek oso interesgarri iruditzen zaizkit.

Hango hiritar gisa, nik ez nuke normalean ez ordenagailu ez bizikletarik erosi behar.

Eta hor ageri zait lehenbiziko interesa, EAJ-ek laguntzen naue-lako kontsumismoaren aurka joaten!

Eta bigarren interesa, harreman sozial normalagoak bultzatzea da. Ez naiz Gernikan lo egitera bakarrik joaten, kanpora ateratzen naiz e-mailak irakurtzera eta gauza bakar bat bada ere gure gizarte berekoietan interesgarria da.

*"A Chateauroux,
les transports en commun
sont gratuits.
Notre société
a les moyens
d'assurer cette gratuité,
source de changement
des pratiques sociales."*

Adibide hauek, alde batetik hobetu daitezkeenak baina bestetik guztiz errealak direnak, egunero erabiltzen ditugun beste produktu batzuei aplikatu daitezke.

Arazoa erreski ikus daiteke, norik ezarriko du dirua hori finantzatzeko, herriko etxeak? Publizitateak?

Baina arazo hau globalki aztertuz gizarteari askoz merkeago ateratzen zaio, 1000 pertsonen 1000 bizikleta erosi ordez 100 bakarrik erosi behar dituzte.

ABERASTASUNA ONGI ERABILI

Azpimarratu nahi nuke gure gizartea nahiko aberatsa dela gauza batzuk urririk eskaintzeko, adibidez Chateauroux-n garraioak urririk dira. Horrek, dohain izateak, alda ditzazke jendeen praktika sozialak.

Gure aberastasuna ongi erabili behar dugu, ezin dugu onartu bakoitzak "home cinema" bat ukatea etxean. Egun batez gure gizartea pobre bilakatzen bada, zer egingen dugu holako praktikekin? (Eta zinema beti home zinema baino hobea izango da kalitate eta praktika sozial mailan.)

Bukatzeke eta ohar bezala, horiek izan daitezke ezkerrek bultzatzen ahal dituen proiektuak, baina instituzioetatik etortzen ez bada gizarteak elkarrean bidez bultzatu beharko duen bizimodua da.

*"Pour faire face
aux excès
de la société
de consommation,
il nous faut apprendre
à vivre en communauté."*



Tous à vélo!



Les vraies lois de l'économie

Jacques Généreux ^(*)



Jacques Généreux ^(*)

" Je promets une lecture accessible à tous ceux qui veulent faire l'effort de comprendre les dessous des slogans qu'on leur assène régulièrement comme des évidences, sans jamais les justifier." Alors que l'économie est présentée comme une science incompréhensible par le commun des mortels, Jacques Généreux nous offre dans cet ouvrage les moyens de comprendre non seulement l'économie en tant que telle, mais aussi les dessous du discours économique dominant : le néolibéralisme (qui d'ailleurs n'est pas si libéral que ça !).

LE MONDE NÉOLIBÉRAL ET LE MONDE RÉEL

Pour l'auteur, beaucoup d'économistes vivent dans un autre monde : le monde néolibéral, dans lequel l'économie s'oppose au monde réel. Alors que l'économie est présentée comme une science dure, une science physico-mathématique, il défend l'économie comme science humaine ("Lancez une pierre en l'air et vous pouvez être certain qu'elle retombera au sol. Lancez la même pierre sur quelqu'un et vous ne serez jamais sûr de sa réaction."). Ce sont les humains qui font l'économie, et non pas un Dieu, la nature, ou la Main Invisible de Smith. Au fil des 355 pages de l'ouvrage, l'auteur présente 20 "vraies lois économiques", qu'il oppose à chaque fois à une "fausse" (néolibérale). Le tout argumenté par l'histoire, les théories des grands auteurs, leurs applications concrètes,... Par exemple, dans le quatrième chapitre, il compare "Le marché ne fait pas le bonheur" à "Le libre jeu de la concurrence garantit l'usage le plus efficace des ressources". A chaque fois, il démontre que les vraies lois de l'économie ne sont pas celles que l'on veut nous faire croire.

LE VÉRITABLE ENJEUX : LA DÉMOCRATIE

"Il s'agit en effet de démasquer la manipulation orchestrée par ceux qui exploitent l'ignorance au lieu de la combattre, et qui consiste à faire passer les règles du jeu dont ils tirent le plus grand profit pour des mécanismes universels, aussi nécessaires et inévitables que la loi de la pesanteur. La soumission aux lois de l'économie est l'habillage psychologiquement supportable de la soumission des hommes à d'autres hommes. Et ce que la référence usuelle aux lois de l'économie insinue dans la culture moderne est l'effacement progressif du citoyen devant l'expert. En effet, si la science est capable de déterminer ce que sont les "bonnes" et les "mauvaises" politiques économiques, à quoi bon demander leur avis à des électeurs ignorants ? Et si gouverner consiste à se conformer à des lois naturelles et incontournables de l'économie, des comités d'experts remplaceraient avantageusement les gouvernements et les parlements. C'est donc la démocratie qui est en jeu dans une réflexion sur les lois de l'économie."

^(*) Jacques Généreux est membre du Conseil national du Parti socialiste. Il est professeur à Sciences po. (auteur de 17 ouvrages), directeur de collections aux éditions du Seuil et chroniqueur dans le mensuel Alternatives économiques et sur France Culture.

JACQUES GÉNÉREUX

LES VRAIES
LOIS
DE
L'ÉCONOMIE

ÉDITION INTÉGRALE

SEUIL

Pascal Mulet

Alda!

Manu Robles-Arangiz
Institutua Fundazioa

20, Cordeliers karrika, 64100 – Baiona

Tel. + fax : +33 (0)5 59 59 33 23

E-Mail: ipar@mrafundazioa.org

www.mrafundazioa.org

Zuzendaria: Fernando Iraeta

Ipar Euskal Herriko arduraduna:

Txetx Etcheverry

Alda!-ren koordinatzailea:

Xabier Harlouchet

Le livre de Jacques Généreux est disponible au local de la Fondation Manu Robles-Arangiz au 20, rue des Cordeliers dans le Petit Bayonne.

Ce local comprend un coin lecture et une bibliothèque qui viennent compléter le programme de formation permanente animé par la Fondation en Iparralde.

Les gens qui suivent les sessions de formation ont ainsi accès quotidiennement à un certain nombre de journaux et de revues, et peuvent y emprunter des livres revêtant un intérêt formateur particulier.

ETA tire la sonnette d'alarme

Il se dit prêt à «répondre», c'est-à-dire à rompre la trêve si les attaques des Etats se poursuivent et si les partis politiques, PSOE et PNV, ne surmontent pas «l'évidente situation de crise» que traverse le processus de paix.

A LA rentrée, ou les choses s'enclenchent comme convenu, ou bien l'on continue à discuter du sexe des anges et à poursuivre l'acharnement répressif. Alors c'en sera fini du cessez-le-feu permanent qui n'aura duré que six mois. Dans son communiqué rendu public le 18 août, ETA a mis les points sur les i et les barres sur les t de ses partenaires.

Cinq mois après l'annonce du silence des armes, l'organisation armée basque qui jusqu'alors s'était contentée d'exprimer des demandes pressantes, assortit aujourd'hui le tout de menaces. Les responsables du blocage et de la crise actuelle sont le PSOE et le PNV qui «*prétendent construire un processus en fonction de leurs intérêts et de leurs besoins et le vidant de son contenu*». Pour ETA, «*au lieu d'avancer sérieusement pour nourrir ce processus et construire un cadre démocratique en Euskal Herria, ils ont agi aveuglément afin de détruire les positions de la gauche abertzale et «lui imposer de nouvelles conditions»*».

Nous sommes aujourd'hui dans une «*impasse*» dont l'origine se situe «*dans l'attitude minable des partis politiques; ils n'ont pas pris les grandes décisions concernant la reconnaissance d'Euskal Herria dans un cadre démocratique*». ETA fait ici allusion à une exigence du PSOE: la disparition de Batasuna et la création d'un nouveau parti qui pour certains

caciques socialistes, devrait condamner la violence avant de s'asseoir à la table des négociations. Il fait référence également à un dialogue qui, pour ses partenaires, ne devrait concerner que les trois provinces de la Communauté autonome. Le PSOE voudrait selon ETA «*développer son propre modèle d'Etat et transformer le processus en un simple moyen pour se maintenir au pouvoir*».

Jusqu'à la rupture?

PNV et PSOE «*prennent leurs distances avec les engagements considérés comme acquis*», sans que ETA précise clairement lesquels. Le maintien d'une politique «*répressive est incompatible avec le déroulement d'un processus de négociation (...)*. Si les attaques contre Euskal Herria se poursuivent, ETA répondra». Effectivement, rien n'a vraiment changé ces derniers mois sur le plan policier et judiciaire. La situation semble même s'être aggravée avec des procès politiques dignes de l'ère Aznar. ETA lance un appel à la mobilisation du peuple basque pour qu'il exerce «*une pression populaire afin de rompre la situation de dépendance dans laquelle il se trouve, parvenir à une situation démocratique basée sur les droits d'Euskal Herria*» et «*briser l'oppression politique, militaire et économique*».

Face à un processus de négociation qui visiblement manque de souffle et s'embourbe, ETA a préféré prendre

les devants, au risque de s'exposer aux critiques qui évidemment n'ont pas manqué. Les partis politiques espagnols et basques rejettent tous

des réalités.

L'organisation armée basque ira-t-elle jusqu'à la rupture? C'est tout à fait possible dans un processus tel que



Juin 2002, attentat d'ETA à Santander à l'occasion du Conseil des chefs d'Etats européens à Séville

celui que vit le Pays Basque actuellement, et même normal si l'on pense à la rupture de cessez-le-feu pratiquée par l'IRA pendant quelques mois, alors que la déclaration du 10 Downing street avait eu lieu.

La veille de la parution du communiqué d'ETA, les déclarations du porte-parole de Batasuna, Arnaldo Otegi, sont venues éclairer les choses. «*Quelqu'un peut-il imaginer qu'il a été possible de bâtir l'opportunité actuelle en répétant durant des années à la gauche abertzale que la Navarre ne représente rien, que les preso vont tous mourir en prison, que l'on va continuer à se taper dessus alors que la trêve se poursuit et qu'au final nous allons tous jurer de respecter la Constitution?*». Une façon de lever le voile sur le contenu de la négociation qui a précédé la déclaration du 22

cette tutelle qu'ETA exerce sur le processus de paix. En somme, ils demandent qu'il disparaisse déjà de la carte politique et refusent tout «*chantage*» ou tout «*prix politique à la paix*». C'est prendre ses désirs pour

mars. Dont la teneur n'a jamais été révélée par aucun des deux protagonistes, mais qui est remise en cause chaque jour un peu plus. Alors qu'il s'agit des fondements-mêmes d'un règlement politique du conflit.

Les réactions



Alfonso Perales

■ **PSE-EE (Parti Socialiste d'Euskadi):** Dans un communiqué, le PSE-EE a souligné que «*la paix n'a pas de prix politique*» et que «*la démocratie ne cédera jamais à aucun chantage ou imposition de la part d'ETA*». Les socialistes basques affirment que l'organisation armée «*ne va pas conditionner le débat politique en Euskadi. Le débat politique est réservé aux partis politiques et aux institutions. Et celui qui veut participer à la vie politique devra respecter les règles du jeu de la légalité*».



Iñigo Urkullu

■ **PNV (Parti nationaliste basque):** Le porte-parole de l'exécutif du PNV, Iñigo Urkullu, a déclaré que le communiqué avait «*le ton de la liturgie habituelle que ETA emploie vis-à-vis de son propre cercle*». Le dirigeant abertzale s'est interrogé sur le processus dont parle ETA. «*S'il s'agit du processus de pacification, il relève du gouvernement espagnol et d'ETA elle-même. S'il s'agit du processus de normalisation, ETA mélange les choses et baffoue la méthode que Batasuna avait présentée au vélodrome d'Anoeta*».



M. Madrazo

■ **Ezker Batua (EB-Berdeak, écolo-communistes):** «*Le communiqué d'ETA représente un acte d'intolérance incompatible avec le processus de paix et de normalisation politique*», a déclaré le ministre basque aux Affaires sociales et coordinateur général de la coalition écolo-communiste, Javier Madrazo. «*La*

société basque n'accepte plus les chantages, ni les menaces». «*La trêve précédente (celle de 1998) avait échoué parce qu'ETA avait voulu imposer sa volonté à celle de la société basque. Ça ne peut pas arriver encore*».



Begoña Errazti

■ **EA (Eusko Alkartasuna):** «*ETA n'est pas un agent politique; son domaine n'est pas celui de la politique démocratique*», a lancé la parlementaire navarraise et présidente d'EA, Begoña Errazti. «*La solution du conflit passe entre autres par un accord entre le gouvernement espagnol et ETA sur la fin définitive*» de l'organisation armée.

Par ailleurs, Begoña Errazti a critiqué l'attitude du PSOE qui, selon la présidente d'EA, «*utilise ETA pour ne pas aborder le processus de normalisation politique*».



Gabriel Elorriaga

■ **PP (Parti Populaire):** «*Donner de l'espoir aux terroristes et négocier avec eux est une grande erreur: M. Zapatero doit l'admettre*», a déclaré Maria San Gil. Selon la leader conservatrice, «*ETA-Batasuna ne va pas s'arrêter jusqu'à atteindre son ambition qui n'est autre que le droit à l'autodétermination*». Mais tout n'est pas perdu, affirme Maria San Gil: M. Zapatero peut encore «*retourner sur la voie démocratique*».

Pour cela il faut une «*rupture immédiate de tout genre de contact, de négociation et de dialogue*».



«D'un Etat unitaire à un Etat fédéral»

Yves Leterme est le Ministre-Président de la Flandre depuis 2004. Membre du «Christen-Democratisch en Vlaams» (CDV: démocrate-chrétien et Flamand), de père francophone et de mère néerlandophone, il porte sans complexe les revendications flamandes vers une autonomie toujours plus grande. Il reconnaît qu'il envisage sereinement l'indépendance de la Flandre, mais pas «à court terme».

Par Jean Quatremer. Pour Libération.

JEAN Quatremer: *La notion de «frontière linguistique» est-elle une création belge?*

Yves Leterme: Tout à fait. Cela étant, lorsque nous avons fixé définitivement cette frontière entre les néerlandophones et les francophones, en 1963, on a consacré une réalité qui remonte à la chute de l'Empire romain, lorsque les Gallo-Romains ont été repoussés par les peuples germaniques. La différence linguistique entre le Nord, qui a adopté la langue des envahisseurs, et le Sud, qui a continué à employer le latin, date de cette époque. La réalité, très simple, est que la Belgique est une construction infiniment plus récente que la frontière linguistique.

C'est une fois l'espace linguistique néerlandophone reconnu qu'on a commencé à lui donner un contenu politique: il n'y a pas d'autre exemple historique où une frontière linguistique précède ainsi une frontière politique.

En règle générale, les systèmes fédéraux tendent à être davantage fédérateurs. En Belgique, c'est le contraire: nous sommes passés d'un Etat unitaire à un Etat fédéral, et chaque entité fédérée conquiert, au fil des ans, toujours plus de pouvoirs. C'est ce que j'appelle le «*fédéralisme centrifuge*». Il faut aussi bien voir que cette autonomie grandissante de la Flandre est tout à fait conforme à la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'homme, qui estime qu'un peuple a droit à un territoire incontesté, ce qui est valable pour les Flamands et les Wallons. Dans la réalité belge, cela suppose des frontières, des démarcations.

J. Q.: N'aurait-il pas fallu rectifier cette frontière pour tenir compte de l'évolution de la réalité linguistique et politique?

Par exemple, Rhode-Saint-Genèse, au sud de Bruxelles, est très majoritairement francophone bien qu'en territoire flamand.

Y. L.: Il n'est pas question de toucher à cette frontière! Si on le fait, je remettrais aussitôt en cause la parité entre francophones et néerlandophones au sein du gouvernement fédéral, où les francophones sont surreprésentés par rapport à leur poids réel dans la population belge.

Il est cependant exact qu'il y a des communes en territoire flamand qui sont à 70 ou 80 % francophones. Mais l'usage du français y est toléré: c'est ce qu'on appelle les communes à facilités. Cela étant, au départ, l'idée était que beaucoup de franco-

J. Q.: Est-ce dramatique?

Y. L.: Non. La Belgique n'est pas une valeur en soi, ce sont des institutions au service d'une population. Si les institutions n'évoluent pas pour s'adapter aux désirs des citoyens, ce pays n'a pas d'avenir. Je

l'oublie.

J. Q.: Bruxelles, ville francophone, est une épine dans le pied de la Flandre.

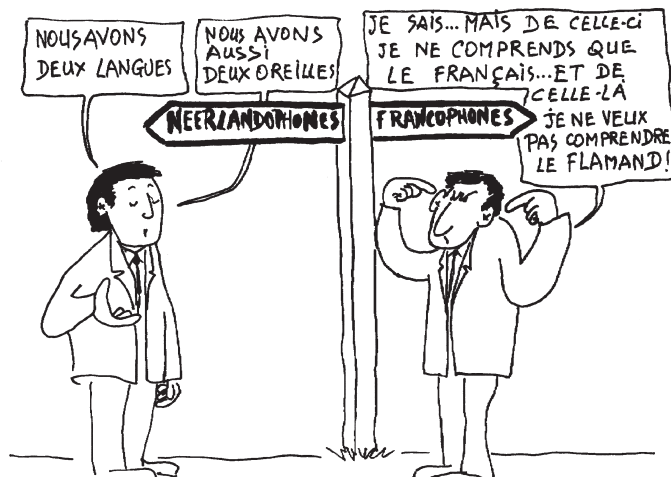
Y. L.: Elle compte entre 80 et 90 % de non néerlandophones. Mais Bruxelles est à la fois un problème et une opportunité. C'est une ville à vocation internationale qui devrait voir son statut évoluer dans ce sens.

J. Q.: Ecartez-vous la création d'un Bruxelles «district fédéral», sur le modèle de «Washington, DC», qui échapperait à l'autorité des Flamands et des Wallons et serait géré par les Bruxellois et les Européens?

Y. L.: Je n'écarte absolument pas cette idée car c'est une solution possible à l'imbroglie actuelle.

J. Q.: Une Flandre indépendante changerait-elle beaucoup la réalité politique actuelle d'une Belgique qui ressemble de plus en plus à une coquille vide?

Y. L.: Cela changerait très peu de chose, c'est vrai. Mais je ne suis pas séparatiste par principe: je ne vois pas la valeur ajoutée à court terme d'une Flandre indépendante, même si elle pourrait parfaitement se débrouiller seule. Il y a certaines choses que l'on peut encore faire en commun, comme, par exemple, la solidarité interpersonnelle pour les retraités et les malades. Et puis, vous savez, pour divorcer, il faut être deux.



phones allaient s'adapter à la nouvelle réalité linguistique. Mais apparemment les francophones ne sont pas en état intellectuel d'apprendre le néerlandais, d'où la prolongation de ce statut d'exception.

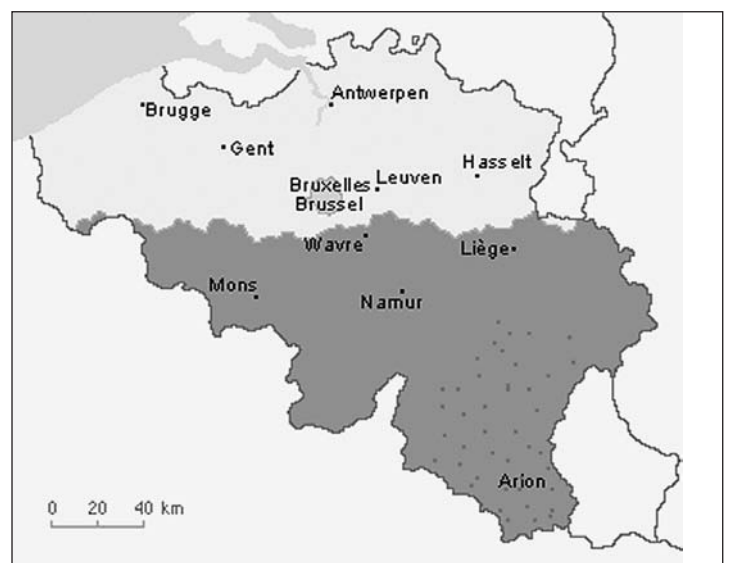
J. Q.: Pourquoi avoir constitué deux espaces monolingues et non un espace bilingue?

Y. L.: La Flandre, pas plus que la Wallonie, n'a jamais été un espace bilingue, sauf pour la bourgeoisie. Pis: l'Etat belge a longtemps opprimé les néerlandophones en refusant de reconnaître leur langue, considérée comme un simple patois. Aujourd'hui, il est trop tard pour changer cette réalité. Regardez les difficultés des leaders francophones, et même du Roi de ce pays, à parler couramment le néerlandais! Comprenez-moi bien: je suis prêt à discuter de la création d'un véritable espace bilingue, mais je ne crois pas qu'il existe une telle volonté politique du côté francophone.

J. Q.: Aujourd'hui, le fossé entre Flamands et francophones n'a jamais paru aussi profond.

Y. L.: Oui, les différences s'amoncellent, le fossé se creuse. Que reste-t-il en commun? Le Roi, l'équipe de foot, certaines bières...

veux être clair: mon parti ne participera pas à un gouvernement, après les élections de 2007, s'il n'y a pas de nouveaux transferts de compétences vers les régions. La nécessité d'avoir un gouvernement fédéral passe au second plan par rapport aux intérêts de la Flandre. Vous savez, des gens ont vécu ici depuis des siècles et des siècles sans être Belges... La Belgique est née d'un accident de l'histoire, il ne faut pas



La Belgique linguistique partagée entre Flamands au nord et Wallons au sud



Le rôle de la presse...

LA couverture médiatique des Fêtes de Bayonne est exceptionnelle. Elle participe largement à sa notoriété. Elle accompagne, explique, donne du sens à ses diverses animations. Sollicitée avant les fêtes pour leur promotion, et pendant pour les conter au jour le jour, elle devient curieusement suspecte à l'heure du bilan. Sous la pression de dramatiques événements à chacune de ses éditions et de leur dénonciation, la municipalité de Bayonne rend peu à peu les choses plus transparentes. Ce n'est cependant pas le niveau souhaité par les journalistes partenaires de l'événement. A tel point que le «Club de la presse du Pays Basque», qui regroupe une centaine de journalistes, a rendu public, le 8 août, un communiqué déplorant les mauvais rapports entre médias et responsables des fêtes. Le Club de la presse évoque «un refus de communiquer» et des «entraves intolérables à la liberté de presse». «Plusieurs rédactions ont constaté que les services de secours

avaient reçu des consignes de la municipalité pour ne pas répondre à la presse». «Les conditions de franchise, de confiance et de transparence ne sont pas réunies pour permettre un travail serein et sérieux des professionnels de l'information», constatent les journalistes du Pays Basque qui évoquent l'annonce, ce 7 août, de cinq viols commis l'an dernier «en dépit des interrogations formulées alors par plusieurs journalistes». Le Club de la presse a également regretté qu'un journaliste ait été «pris à parti» au cours d'un point presse de l'organisation et son article «vivement critiqué».

La municipalité et le Comité des Fêtes qui ont fort justement déploré des reportages télévisuels des grandes chaînes, donnant de nos fêtes une image partielle et dégradante, devraient a contrario s'appuyer davantage sur un partenariat responsable avec la presse locale pour traiter sereinement leur part d'ombre. Jamais l'opinion publique ne s'est aussi intensément emparée de la réalité de nos fêtes à

travers un débat justement suscité par la presse du Pays Basque. Inquiet, le Club de la presse vient de rappeler son rôle éminent dans le déroulement équilibré d'une manifestation populaire dont l'ampleur et les dérives ne semblent plus maîtrisées.



Forte consommation d'alcool directement à la bouteille

Pailote



Face à l'établissement de thalassothérapie, sur la plage les pailotes

MONSIEUR le Sous-préfet de Bayonne, Pierre-André Durand, se croirait encore en Corse. La pailote d'Hendaye n'a heureusement rien de comparable avec celle qui avait été incendiée nuitamment par le Préfet Bonnet et la gendarmerie corse. Elle agite cependant la vie estivale de la station de la Bidassoa depuis qu'elle a été construite le 1^{er} juillet 2006, sur la plage en prolongement de l'établissement de thalassothérapie Serge Blanco. Une petite structure

au toit de paille avec comptoir et hauts tabourets. Le conseiller municipal d'opposition, Battiste Sallaberry, s'en est ouvert par courrier le 11 juillet à la Préfecture sans que ça ne dérange grand monde. Le Sous-préfet, le 11 août, a évoqué le sujet lors d'une réunion de travail avec la Direction départementale de l'Équipement. Un groupe de travail devrait donner ses conclusions fin de ce mois. La paix civile n'a pas été troublée en Pays Basque durant la saison estivale. Ouf!

Corse, deux tués par leur bombe

LES corps des deux militants corses tués par l'explosion d'une bombe artisanale qu'ils transportaient ont été découverts près de l'aéroclub de Corte. L'accident serait survenu jeudi ou vendredi derniers, 17 ou 18 août. Ils étaient âgés de 44 et 34 ans. Le Parquet de Paris a ouvert une enquête en flagrant délit, confiée à la Direction nationale anti-terroriste et à la Direction régionale de la police judiciaire d'Ajaccio. Mme Anne Kostomarov, du Parquet antiterroriste, venant de Paris, s'est rendue sur place lundi après-midi pour assister des spécialistes de la police scientifique équipés de combinaison et de masque afin de relever le moindre indice des corps des deux victimes. L'hospitalisation, vendredi, d'un troisième homme âgé de 26 ans a permis aux enquêteurs de remonter aux

deux morts dont il serait le complice. Grièvement blessé dans un accident de moto, aurait-il prétendu, ce troisième homme se serait rendu seul à l'hôpital d'Ajaccio.

Déjà le 22 janvier de cette année, un militant indépendantiste corse de 24 ans avait trouvé la mort dans l'explosion de la bombe qu'il s'appretait à déposer à l'entrée du Trésor Public d'Aix-en-Provence. L'attentat avait été revendiqué par le «FLNC du 22 octobre».

Ces graves incidents surviennent en plein débat dans le monde nationaliste corse sur la pertinence de l'action clandestine. Ils s'inscrivent aussi dans le débat plus institutionnel à l'Assemblée territoriale sur la modification de la loi de protection du littoral jusqu'ici largement préservé par la multiplicité, depuis 30 ans, des attentats des FLNC.



La police scientifique à la recherche d'indices



A quoi sert «la gouvernance» Pays Basque

SUITE aux travaux de Pays Basque 2020, nous a annoncé en juillet qu'une nouvelle «convention territoriale» donnerait suite à la convention spécifique. On serait donc à un nouveau tournant de la démarche. Le dispositif conseil de développement-conseil des élus constitue le corps de ce que certains appellent la «gouvernance» Pays Basque. Face au beau concept de «gouvernance» (le terme lui-même impressionne, tellement il semble suggérer quelque chose de très intellectuel, de très technique...), je me pose une question toute simple, qui pourra d'ailleurs paraître pour beaucoup simpliste ou déplacée: Conseil de développement, Conseil des élus, Pays Basque 2020, à quoi ça sert?

Il faut d'abord reconnaître qu'en soi le Conseil de développement est un outil tout à fait remarquable, car il offre la possibilité aux différents acteurs de mener une réflexion commune pour aboutir à un projet global pour le territoire. Maintenant, comme toute chose, un outil prend tout son sens en fonction du contexte et de l'utilisation qu'on en fait. Pour répondre à ma question (à quoi ça sert?), je distinguerai d'abord un plan qui est celui de l'effectivité des travaux souvent de très bonne qualité qui sont réalisés au sein du Conseil de développement. A savoir, les conclusions de ces travaux sont-elles suivies de mesures concrètes? Un des acquis de la phase précédente, c'est la convention spécifique. Sans entrer dans la polémique des chiffres, je me référerai à l'analyse de Patxi Noblia. Je crois qu'on peut considérer qu'il a un avis qualifié sur la question. Selon lui, seuls 40% des actions du précédent schéma d'aménagement ont été financés au titre de la Convention spécifique. Dit autrement, 60% des mesures préconisées dans le schéma d'aménagement et qui avaient pourtant l'aval en particulier de l'Etat et du département n'auraient pas été financés. Vis-à-vis des mesures financées par le biais de la convention spécifique, on peut s'interroger aussi sur le fait de savoir si elles n'auraient pas été de toute façon financées par une mouture «classique» du précédent Contrat de plan Etat-région Aquitaine.

Peu de choses ont bougé par rapport à l'équilibre Côte/Intérieur

En d'autres termes, la démarche Conseil de développement-Conseil des élus a-t-elle réellement permis d'obtenir quelque chose pour le Pays Basque Nord que nous n'aurions pas obtenu sans elle? Alors évidemment, il y a quelques «avancées» comme la création de l'office public de la langue basque. Mais peut-on le qualifier d'un outil véritable au regard des moyens dont il dispose? Là encore, il y a de quoi s'interroger. Seconde grande question, toujours dans le registre de l'effectivité des travaux menés au sein du Conseil de développement: leurs conclusions sont-elles mises en application par les décideurs locaux? Je ferai ici deux observations. D'abord par rapport au premier échelon institutionnel local qu'est le département des Pyrénées-Atlantiques. Il faut rappeler qu'après son accession à la présidence du Conseil général, une des premières

Xabi Larralde

initiatives de J.J Lasserre a été de définir des territoires de développement à l'échelle départementale. Parmi les quatre territoires ainsi retenus, aucun ne recouvrait celui du Pays Basque Nord. Un bel aveu de reconnaissance du travail mené pendant plus de dix ans au sein du Conseil de développement de la part de celui qui a été président du Conseil des élus!... Cette première observation entraîne la seconde: la réflexion Pays Basque 2020 s'est fixé trois



«Conseil des élus / Conseil de développement outil du statu quo...
Faire croire aux gens que des choses se font en Pays Basque»

thèmes transversaux: la réciprocité territoriale (côte-intérieur), la coopération transfrontalière et le développement durable. Mais les deux premières thématiques n'étaient-elles pas déjà bien présentes dans le schéma d'aménagement? Sans faire de grande analyse, je n'ai pourtant pas l'impression que depuis lors beaucoup de choses aient bougé par rapport à l'équilibre côte/intérieur, vis-à-vis duquel il était notamment préconisé d'assurer le désenclavement de la Soule. En ce qui concerne le transfrontalier, quand on voit le potentiel qui existe, je crois que, malgré tous les beaux discours, le bilan de ce qui a été concrètement réalisé est quasi-nul. Alors comment se fait-il donc que les choses aient si peu bougé ces dernières années vis-à-vis de thématiques considérées comme «transversales» dans Pays Basque 2020? Les décideurs qui justement étaient en situation de faire bouger ces choses n'avaient-ils pas tous validé d'une seule voix le schéma d'aménagement? Ou la fameuse «gouvernance» du Pays Basque ne serait-elle qu'un concept fumeux qui servirait en réalité un autre objectif que celui de faire véritablement évoluer les choses en Pays Basque Nord?

Ces considérations m'amènent à aborder un second plan, qui est le plan politique. Sur ce registre, je retiens des débats ambiants deux termes: «consensus» et «spécificité». Au nom du consensus, les abertzales avaient accepté — parmi d'autres concessions — que des questions centrales comme la création d'une université de plein exercice ou d'une Chambre d'agriculture pour le Pays Basque soient écartées des préconisations du schéma d'aménagement. Quelques années plus tard, début 2004, un accord intervient suite à un mouvement de grève de membres de la direction du Conseil de développement. Or surprise, quelques semaines suivant l'accord de sortie de crise, certaines des «brebis galeuses» dont Patxi Noblia sont sciemment écartées de la direction du Conseil de développement. Vous avez dit «consensus»? En fait, il y a longtemps

qu'il a fait long feu. Comme a pu l'écrire Jakes Aberberry, «on découvre aujourd'hui que pour eux (les tenants du statu quo local) le consensus n'existe que s'il se châtre de tout débat institutionnel et ne remet pas en cause leur droit exclusif à s'en écarter».

Sans reconnaissance institutionnelle le Pays Basque Nord n'existe pas

Pour ce qui est de la «spécificité», la démarche du Conseil de développement-Conseil des élus est censée justement être l'expression de la spécificité du «territoire» Pays Basque. J'ai trouvé assez plaisant de voir Max Brisson s'inquiéter en juillet dernier de l'obstination de la région «à ne pas vouloir reconnaître la spécificité du Pays Basque». Selon lui, «le Pays Basque ne peut être soumis au régime commun et ainsi aligné sur le "pays du Libournais" ou le "pays du Nontronnais"». Max Brisson n'aurait-il pas le sens des réalités ou serait-il encore un peu naïf? Car la vérité c'est que, tant que le Pays Basque Nord ne bénéficiera pas d'une reconnaissance institutionnelle, il n'existera pas. A partir de là, quel type de spécificité peut-on bien lui reconnaître, si ce n'est celle du type des «pays» du Nontronnais ou du Libournais?

Alors, le Conseil de développement-Conseil des élus, à quoi servent-ils ou plutôt «qui» servent-ils? Malgré tout le respect que j'ai pour les personnes qui animent et qui participent à cette démarche, on peut d'abord constater que dans les faits elle ne relève pas d'une démarche structurelle dont le minimum est d'avoir la maîtrise des facteurs garants de sa propre pérennité. Ces outils sont en quelque sorte le fait «du bon vouloir du prince» c'est-à-dire de la (bonne) volonté de l'Etat. C'est d'abord ce qui ressort des travaux de Pays Basque 2020, engagés sans même savoir si un protocole comme celui de la convention spécifique serait renouvelé. Ce n'est qu'en juillet que le ministre de l'Aménagement du territoire l'a confirmé, obligeant le Conseil des élus à se réunir la veille de sa visite pour valider in extremis le projet Pays Basque 2020. «Je sais à quel point vous êtes attachés à cette spécificité» aurait dit le ministre. Selon une presse bien informée, il paraîtrait en fait que cette nouvelle convention nous la devons aussi «un peu grâce à la présence d'un homme à la direction du cabinet ministériel, Jean Michel Drevet qui fut sous-préfet à Bayonne et qui connaît tout de la spécificité exprimée». Il en a de la chance le Pays Basque de compter des gens si compréhensifs au sein des ministères!... En termes politiques, l'Etat et les notables locaux ont positionné la démarche Conseil de développement-Conseil des élus comme un outil du statu quo. La «gouvernance» Pays Basque sert aujourd'hui d'écran de fumée pour faire croire aux gens que, malgré tout, «des choses se font en Pays Basque» en tenant compte de sa spécificité, et ce pour mieux justifier le fait de la non reconnaissance politique et institutionnelle d'Iparralde. Nul doute par contre que, le jour où nous aurons obtenu cette reconnaissance politique et institutionnelle, le Conseil de développement constituera un outil très utile.

Sommaire

- Université d'été d'AB 4
- Les Chroniques d'Alda! 5 à 8
- ETA tire la sonnette d'alarme 9

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Aberberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°1010 G 87190.